



Comité Social d'Administration du 11 janvier 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

En ce début d'année, FO-DGFIP Var souhaite à l'ensemble des agents de tout grade une année placée sous le signe de la santé, de la réussite et soyons fous, de la richesse, tant sur le plan indiciaire et indemnitaire qu'en termes d'emplois, de préférence non vacants.

Eh oui, il en faudrait peu pour rendre le personnel de la DGFIP plus heureux et augmenter l'attractivité de notre administration.

Nous pouvons vous donner une petite recette, simple à réaliser pour arriver à ce résultat:

- Une poignée de points d'indices
- Quelques cuillères de revalorisation indemnitaire
- Une pincée de véritables marques de reconnaissance (un pont naturel par exemple)
- Et des collègues, de nombreux collègues titulaires, afin de partager les joies de notre travail !

Alors, bien évidemment, le Directeur Général a lui aussi présenté ses vœux aux agents. Et il a été fait mention de la nouvelle trajectoire d'emplois, qui inverserait la tendance de ces dernières années. En effet, pour la 1ère fois depuis la création de la DGFIP, le solde net d'emploi serait **GLOBALEMENT** positif en 2024.

Le mot important de cette phrase est **GLOBALEMENT**.

Car les chiffres sont têtus.

Et l'histoire nous a appris à nous méfier des bilans globalement positifs !

En reprenant les documents fournis à ce CSAL, il est clairement mentionné que le projet de loi de finances 2024 prévoit 200 suppressions d'emplois pour la DGFIP.

Mais si nous poussons plus loin l'analyse, les directions territoriales paieront encore une fois le prix fort, avec la **suppression de 600 emplois** !

service	schéma d'emploi 2023	schéma d'emploi 2024	ETP au 31/12/2024
Administration centrale	+132	+140	2 881
Services régionaux	0	0	12
Services départementaux	-1314	-600	75 433
Autres	+332	+260	14 618
TOTAL	-850	-200	92 944

Ce sont donc bien les services déconcentrés qui seront une nouvelle fois affaiblis. Il sera par la suite sans doute plus facile de justifier la montée en charge de structures supra départementales ou nationales d'appui ou de soutien, et donc la fin d'une proximité déjà bien mise à mal par le NRP.

Alors certes, dans le Var, nous avons la chance d'avoir 5 véritables créations d'emplois, qui ne s'expliquent ni par des redéploiements, ni des relocalisations.

Certes, la direction varoise renforce les services à ce jour les plus en difficultés, services pour lesquels nous avons maintes fois attiré votre attention.

Mais au plan national, **F.O. - DGFIP** ne peut que constater que la DGFIP paye depuis des années au prix fort la politique continue de suppressions d'emplois dans la fonction publique (26 000 emplois supprimés en douze ans). Ce traitement n'a pas d'équivalent dans le secteur public et ressemblerait fort à un plan de sauvegarde de l'emploi si nous étions dans le secteur privé. Cette saignée se poursuit dans l'indifférence générale et la DGFIP sera donc cette année la seule administration avec un schéma d'emploi négatif.

Et qu'en sera-t-il en 2025? 2026? Jusqu'où cela ira-t-il?

Pour **F.O. - DGFIP**, il faut d'urgence redonner à l'administration qui permet le financement de l'ensemble des politiques publiques les moyens de continuer à exercer l'intégralité de ses missions qui toutes concourent à une cohésion sociale plus fragile que jamais.





Comité Social d'Administration du 11 janvier 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Le professionnalisme et l'implication des agents de la DGFIP sont à nouveau mis à l'honneur dans les discours de début d'année du Directeur Général. « Leurs conditions de travail seront au coeur de l'attention et de la politique RH 2024. Une consolidation et une stabilité des évolutions sera observée et nos outils informatiques seront fiabilisés pour que les agents puissent trouver un épanouissement professionnel ».

Beau discours, qui reprend effectivement certaines aspirations des agents.

Vous conviendrez qu'il manque cependant un sujet principal : celui de la **rémunération**, et en ce qui concerne le directeur général, le volet indemnitaire.

Quant au volet emploi, je vous renvoie à notre [déclaration liminaire](#) de ce matin.

Cependant, au-delà de ces paroles, les agents attendent des actes. Car :

- oui, la maison DGFIP tient en grande partie grâce à eux, parfois au péril de leur santé,
- oui, ils ont su faire face, comme toujours, dans la tourmente GMBI,
- oui, ils ont le sens du service public, au service des publics.

Nous sommes très très loin d'un épanouissement professionnel et humain !

Mais quand on parle de consolidation à l'horizon 2027, c'est aussi peut-être que les fondations tremblent. Dans les faits, on observe des vacances d'emploi sur l'ensemble du territoire, les services sont en sous-effectif permanent, les missions sont fragilisées quand elles ne sont pas purement et simplement remises en cause...

Il faut redonner à notre administration les **moyens législatifs, budgétaires et humains** nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation de tous les projets évoqués : lutte contre la fraude, sécurité des agents, développement du big data et de l'intelligence artificielle, de la formation...

Pour **F.O.-DGFIP**, renforcer la DGFIP, administration permettant le financement de l'ensemble des services publics, c'est renforcer la République !

Concernant l'ordre du jour, nous vous épargnerons une nouvelle explication quant à notre position concernant le règlement intérieur, discussion que nous avons déjà longement eu lors de la Formation Spécialisée du 19 décembre 2023. **F.O.-DGFIP** et l'intersyndicale attendent une prise en compte de leurs légitimes demandes.

Notre vote ne vous étonnera donc pas.

Nous reviendrons sur le bilan du télétravail 2022, dont les chiffres laissent rêveurs !
Ce document est tellement éloigné de la réalité du terrain. Et le pire est que vous le savez.

Quant au plan cité, vous êtes conscient que nous attendons plus que le peu d'éléments transmis sur la fiche préparatoire. Les conditions de travail des agents concernés par ce projet ne pourront qu'être factuellement dégradées.

Nous reviendrons sur ce sujet en séance.

Il nous semblait pourtant, au vu des discours, que ces fameuses conditions de travail des agents, ainsi que la transition énergétique, étaient des facteurs de préoccupation au sein de
notre administration !

Sans oublier l'épanouissement professionnel...



